



**PRÉFÈTE
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-12-DRCL- 0621

**portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates
prises à titre conservatoire à l'encontre de la société ORANO MINING sur le
territoire des communes de Le Bosc et de Soumont**

*La préfète de l'Hérault,
Officier de l'ordre national du mérite,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, L.512-20, L.514-8, R.512- 69,et D.181-15-2 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-1-332 du 16 février 2004 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations classées délivré à la société Cogema ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations minières délivré à la société Cogema ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-I-739 du 25 juin 2018 actualisation la liste des installations concernées par une rubrique ICPE et fixant le montant des garanties financières relatives aux articles R.516-1 et R.516-2 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté complémentaire 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 modifiant les arrêtés préfectoraux n° 2004-1-332 du 16 février 2004 et n° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 prescrivant à la société Orano Mining la surveillance du site du Bosc et de son environnement et réglementant l'exploitation de son établissement ICPE du Bosc sur le territoire des communes de Le Bosc et de Soumont ;

VU la visite de l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2025, consécutif à l'incident survenu le 22 décembre 2025, de surverse du bassin R101 vers le milieu naturel (ruisseau du Mas d'Alary) ;

VU le projet d'arrêté porté le [23 décembre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant sur ce projet en date du 23 décembre 2025 ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 23 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté un déversement par trop-plein, d'eaux non traitées depuis le bassin R101 dans le ruisseau Mas d'Alary ; que la station de traitement des eaux par neutralisation à la chaux était temporairement hors de fonctionnement, a redémarré puis s'est à nouveau arrêtée ;

Considérant que l'arrêt et les dysfonctionnements de la station de traitement à la chaux aggravent les conséquences de l'événement en augmentant les quantités d'eaux non traitées rejetées au milieu naturel ;

Considérant que la station de traitement constitue un organe essentiel de prévention des pollutions et de protection du milieu naturel ;

Considérant que l'évènement, du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués, peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant ainsi qu'une surveillance renforcée du fonctionnement de la station, des rejets du site et de leur impact sur l'environnement doit être mise en œuvre ;

Considérant qu'un plan d'actions concernant la gestion des bassins de collecte des eaux avant traitement et de la station de traitement doit être produit ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'incident dont le début a été constaté par l'exploitant le 22 décembre matin ;

Considérant que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.512-20 du code de l'environnement, le représentant de l'Etat peut prescrire, sans avis du CODERST en cas d'urgence, la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts de l'art L.511 -1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault,

ARRÊTE :

Article 1er – Respect des prescriptions

La société Orano Mining dont le siège est situé 125, avenue de Paris à Chatillon (92320), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur les communes de Le Bosc et Soumont.

Article 2 – Surveillance des impacts liés à l'événement

2.1 - Objectifs généraux

L'exploitant définit et met en œuvre, dès notification du présent arrêté, une stratégie précisant :

- les actions nécessaires pour mettre fin aux déversements d'eaux résiduaires non traitées dans le milieu naturel ;
- les actions pour la remise en service de la station de traitement des eaux résiduaires ;
- les mesures afin d'assurer le bon fonctionnement en continu de la station de traitement des eaux du site (notamment contrôle du fonctionnement des équipements, de l'efficacité du traitement, de la disponibilité des stocks de réactifs suffisants, des matériels en cas de dysfonctionnement ou de panne, et du personnel compétent pour le pilotage de la station).

Cette stratégie est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 48 heures à compter de la notification du présent arrêté.

2.2 – Remise en service, surveillance des installations et gestion des bassins

L'exploitant définit et met en œuvre, dans les meilleurs délais, les actions nécessaires à la remise en service de la station de traitement ou tout autre moyen permettant de garantir des rejets aqueux conformes à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 23 avril 2024. Après redémarrage de la station, l'exploitant met en œuvre les actions de surveillance du fonctionnement de celle-ci.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès la remise en service du traitement des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel.

Un examen des modes de gestion des eaux des bassins en fonction des exutoires (eaux superficielles voisines, station de traitement interne, stockage de résidus de traitement de minerais d'uranium classé sous la rubrique 1735, évacuation en installations de traitement de déchets) est réalisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté afin d'assurer la disponibilité des volumes utiles des bassins.

2.3 – Surveillance des eaux

2.3.1. Surveillance des rejets issus de la surverse vers le ruisseau du Mas d'Alary

La qualité des eaux déversées par surverse est contrôlée **par le biais de prélèvements journaliers et analyses** sur les paramètres visés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2024 susvisé jusqu'à la fin des déversements sans traitement des eaux résiduaires.

2.3.2. Renforcement de la surveillance des rejets de la station de traitement

La qualité des eaux de surface est contrôlée en aval du dispositif de traitement. La qualité des eaux doit être conforme aux valeurs limites définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral

complémentaire du 23 avril 2024 susvisé. Ces contrôles sont réalisés selon une fréquence de prélèvement quotidienne pendant une durée d'un mois pour les paramètres suivants :

- débit horaire,
- température,
- pH,
- Uranium dissous et particulaire,
- Radium 226 dissous et particulaire,
- Sulfates,
- Matières en suspension,
- Arsenic.

2.3.3. Surveillance des eaux superficielles

L'exploitant met en œuvre les prélèvements et analyses au niveau des points de surveillance de la rivière La Lergue et du ruisseau du Mas d'Alary mentionnés à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2024 susvisé et sur l'ensemble des paramètres mentionnés dans le même article, chaque jour jusqu'à la fin des déversements par surverse et pendant une durée de 15 jours à compter de la fin de ces rejets.

2.3.4. Transmission des résultats à l'inspection

L'exploitant met en œuvre tous les moyens techniques et organisationnels permettant de réaliser les analyses à fréquence journalière. Les analyses sont quotidiennes pour les paramètres pour lesquels il est techniquement possible de les mettre en œuvre.

Les éléments et résultats des analyses mentionnés aux articles 2.3.1 à 2.3.3 sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

Article 3 – Remise du rapport d'incident ou d'accident (R. 512-69 du code de l'environnement)

Dans les meilleurs délais et sans excéder 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Ce rapport précise, dans l'état des connaissances à la date de transmission :

- les circonstances et la chronologie de l'événement;
- le descriptif détaillé du mode de gestion des eaux sur le site accompagné de plans et de schémas explicatifs,
- les substances dangereuses en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;

- l'analyse détaillée et exhaustive des dysfonctionnements (matériels et/ou humains) et des causes profondes (notamment organisationnelles et/ou humaines) (par exemple de type arbre des causes) ayant conduit à cet événement, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés ;
- les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques, en apportant des éléments chiffrés ;
- les mesures d'urgence prises et les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets de l'événement à moyen ou à long terme ;
- sur la base du retour d'expérience de cet événement et des précédents relevés historiquement sur le site, les mesures prises ou envisagées pour dimensionner les ouvrages de gestion des eaux (bassins, station de traitement, dispositifs de relevage ou de pompage) de manière à prévenir toute récurrence d'un événement similaire.

Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires. Les résultats des éventuelles expertises et les rapports associés sont joints au rapport d'analyse.

Le rapport d'analyse de l'événement est tenu à jour. Le cas échéant, l'exploitant transmet les mises à jour du rapport au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Article 4 – Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il est fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr.

Article 6 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des communes d'implantation de l'installation pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Hérault ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de deux mois. Le présent arrêté est notifié à la société Orano Mining.

Article 7 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, les maires de Le Bosc et Soumont sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de Le Bosc et de Soumont et à l'exploitant.

Montpellier, le 24 DEC. 2025

La préfète
Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'V. Martin Saint Leon', written over a horizontal line.

Véronique MARTIN SAINT LEON